



ARRÊTÉ MUNICIPAL N° A 2022/1876

Remplacement de lanternes EP
Interdiction temporaire de stationnement rues de l'Assemblée Nationale et des Chantiers

LE MAIRE DE LA VILLE DE VERSAILLES,

- Vu le code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n° D 2020.05.18 du 27 mai 2020 du Conseil municipal concernant les délégations de compétences du Conseil municipal au Maire prévues à l'article L 2122-22 du code susvisé,
- Vu l'arrêté n° A 2022/1330 du 07 juillet 2022 donnant « délégations de fonctions et de signatures aux élus de la ville de Versailles – mandature 2020-2026 »,
- Vu le code de la route,
- Vu le règlement général de la circulation sur la voie publique à Versailles,

Considérant la demande formulée par l'entreprise **SEIP.IDF** – route des Graviers 91160 Saulx-les-Chartreux, en vue d'effectuer des travaux de remplacement de lanternes EP.

Considérant qu'il convient de prendre des mesures restrictives en matière de stationnement afin de permettre la réalisation de ces travaux.

ARRÊTE

Article 1: **Le stationnement** des véhicules de toute nature est interdit **du lundi 10 octobre 2022 au vendredi 28 octobre 2022** et en tout état de cause jusqu'à la fin de ces travaux

Rue de l'Assemblée Nationale, côté des numéros pairs sur une longueur de trois places au droit du chaque candélabre au fur et à mesure de l'avancement de chantier.

Rue des Chantiers, dans sa partie comprise entre les rues de la Porte de Buc et Jean Mermoz jusqu'à la rue Albert Sarraut côté des numéros impairs sur une longueur de 3 places de stationnement au droit du chaque candélabre au fur et à mesure de l'avancement de travaux.

Article 2: Seront considérés comme gênant la circulation, au sens de l'article R 417-10 du Code de la Route, les véhicules en infraction avec les dispositions de l'article 1^{er} du présent arrêté.

Article 3: Une signalisation temporaire sera mise en place par l'entreprise responsable des travaux au moins 48 heures avant leur démarrage. Elle devra être conforme aux dispositions en vigueur édictées par les Arrêtés Interministériels relatifs à la signalisation routière. L'entreprise sera responsable des conséquences pouvant résulter d'un défaut ou d'une insuffisance de cette signalisation. Le présent arrêté devra être affiché sur les lieux.

Article 4: Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès de l'autorité territoriale et/ou d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Versailles dans le délai de deux mois à compter de sa publication.

Article 5: M. le Directeur Général des services de la Ville et M. le commissaire divisionnaire, chef de la circonscription d'agglomération de Versailles sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

À l'Hôtel de Ville, le 22 septembre 2022